Afficher en ligne

Communiqué de presse

rfve

Réseau français des villes éducatrices

8 septembre 2023

Rentrée 2023 : l'école publique a besoin de priorités

Lors de cette rentrée, la multiplication des annonces par le président de la République sans concertation nous interroge sur la place du ministre Gabriel Attal et sur la façon dont sont traitées les questions d'éducation au sein du gouvernement. Le président communique sur des sujets que la quasi totalité des acteurs éducatifs ne considère pas comme prioritaires. C'est un signal inquiétant pour les élèves, les familles, les professeurs et les autres professionnels de l'éducation. Les conditions de travail dégradées du corps enseignant sont largement documentées par les syndicats. Les personnels périscolaires, de la petite enfance et les AESH attendent toujours une vraie reconnaissance de leurs métiers et le développement des filières de formation, alors que les effectifs sont souvent insuffisants. Nous avons déjà alerté sur les conditions d'accueil des enfants en situation de handicap et sur la révision nécessaire de cette politique pour qu'elle garantisse un cadre bienveillant pour les enfants, et des conditions de travail dignes pour les accompagnateurs et accompagnatrices. La situation des enfants sans toit devrait aussi être une priorité, alors que l'UNICEF alerte justement en cette fin d'été sur l'augmentation du nombre de familles sans domicile et sur les énormes pertes de chances des enfants concernés. Quant aux événements de fin juin et début juillet, ils méritent une approche politique plus élaborée que l'unique référence à l'autorité et la stigmatisation des parents des quartiers populaires.

Les élues et élus du Réseau français des villes éducatrices (RFVE) mettent en œuvre des politiques éducatives locales qui protègent les plus fragiles. C'est particulièrement le cas cette année, alors que le coût de la rentrée explose pour les familles. Attachées à la gratuité de l'école publique, les villes du Réseau organisent la dotation en fournitures scolaires des écoles, voire directement des enfants. Dans certains cas cela se traduit par un reste à charge nul pour les familles. La plupart des villes ont choisi de supporter seules l'inflation sur les produits alimentaires en maintenant ou en baissant le coût de la restauration scolaire, sans soutien de L'État. Certaines villes proposent même une gratuité totale pour les familles les plus modestes. Les villes peuvent mettre en place d'autres aides financières ciblées pour les familles, en fonction des besoins qu'elles identifient : pour la restauration, le périscolaire, la pratique sportive,

l’accès à la culture ou les vacances.

Enfin, toutes les villes sont mobilisées pour la rénovation des locaux scolaires, et en particulier la rénovation thermique et la végétalisation, alors que cet été fût le plus chaud jamais enregistré. De nombreux travaux sont lancés ou ont été effectués avec le concours trop faible de l’État. Mais les besoins sont gigantesques. Les élues et élus du RFVE demandent à ce que l’État dialogue vraiment avec les collectivités pour partager la complexité de l'éducation dans les quartiers ségrégués, pour les accompagner fortement dans la rénovation des bâtiments accueillant des enfants et garantir ainsi des conditions matérielles et pédagogiques acceptables pour l'éducation de chacun et chacune.

Contact presse
Émilie Kuchel - présidente
04 78 03 67 22

Désabonnement